



Bentiu : la fin de l'« anarchie ordonnée »

Fabrice Weissman

Publié par le Centre de réflexion sur l'action
et les savoirs humanitaires (CRASH)
en septembre 2001

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Bentiu : La fin de l' « anarchie ordonnée »

Fabrice WEISSMAN

La reprise de l'exploitation pétrolière au Soudan ces cinq dernières années s'est traduite par une détérioration sans précédent des conditions d'existence des populations Nuer habitant le centre du pays. Découvertes au cours des années 1970 par la compagnie Chevron, les réserves pétrolières situées de part et d'autre de la rivière Bahr el-Ghazal dans la province aujourd'hui baptisée Unité, n'avaient jamais été exploitées à grande échelle. L'assassinat en 1985 de trois techniciens Chevron par les combattants du SPLA avait mis un terme aux activités de la firme. Revendiquant un partage équitable des ressources naturelles et du pouvoir, la rébellion n'était pas disposée à laisser le régime s'appropriier unilatéralement les richesses soudanaises et alimenter ainsi son effort de guerre.

En 1991, la scission du SPLA entre branches à dominante Nuer et Dinka donne l'opportunité au gouvernement de relancer ses projets pétroliers. Khartoum entame des pourparlers avec la faction dissidente Nuer de Riek Machar (le SSIM) qui accepte bientôt de coopérer avec les troupes gouvernementales en échange d'un approvisionnement militaire et de quelques concessions politiques. L'arrangement, étendu ultérieurement à d'autres factions mutines, permet au gouvernement de sécuriser les gisements de la région de Bentiu et d'en redémarrer l'exploitation. En 1996, la compagnie canadienne Arakis relance la production des anciennes concessions Chevron puis entame au travers d'un consortium international la construction d'un oléoduc reliant les zones d'exploitation au terminal pétrolier de Port Soudan. Celui-ci est achevé en un temps record, permettant aux premières exportations de « Nile Blend » de quitter le pays dès le mois de septembre 1999. Le désenclavement des gisements encourage de nouveaux investissements, notamment au sud du Bahr el-Ghazal (région de Leer) où un consortium présidé par la firme suédoise Lundin Oil débute des activités d'exploration qui s'avèrent rapidement fructueuses.

L'opération est un immense succès pour le gouvernement soudanais. En l'an 2000, sa toute nouvelle production pétrolière lui permet de réduire sa facture énergétique de 230 millions USD et de générer quotidiennement plus d'un million de dollars de royalties – de quoi doubler le budget de la Défense. Sur le plan diplomatique, elle aide le pays à sortir de son isolement international. Elle accélère le réchauffement des relations avec l'Union européenne et place la nouvelle administration Bush dans l'embarras. Rêvant d'investir au Soudan, le lobby pétrolier américain pousse la Maison Blanche à résister plus fermement aux lobbies religieux conservateurs favorables à des sanctions radicales contre « le régime islamiste de Khartoum coupable de génocide contre les Chrétiens ».

L'ampleur de ces bénéfices n'a pas échappé au SPLA qui fait désormais de la suspension de la production pétrolière un préalable à la réouverture des négociations de

paix. Réaffirmant que le personnel et les infrastructures d'exploitation constituent des « cibles de guerre légitimes », le SPLA multiplie les opérations militaires pour stopper la production en cours. Outre le sabotage épisodique de l'oléoduc, il tente de reprendre le contrôle des gisements situés autour de Bentiu par l'intermédiaire d'une milice Nuer locale dirigée par Peter Gadet, passé à l'opposition en septembre 1999.

Le partage de la rente pétrolière alimente également les divisions dans le camp gouvernemental. Les tensions sont particulièrement vives parmi les dissidents SPLA en concurrence pour obtenir les faveurs économiques et politiques de Khartoum. D'autant que pour maintenir sa domination, le gouvernement encourage les scissions chez ses alliés trop puissants ou vindicatifs – comme en 1997 où il avait brisé la position hégémonique du SSIM en soutenant la dissidence de l'un de ses lieutenants qui fonde le SSUM.

Ainsi, la zone de Bentiu devient dès 1997 l'enjeu de violents combats entre milices rivales. Conflits internes entre factions pro-gouvernementales suivis d'affrontements entre factions pro-Khartoum et pro-SPLA ensanglantent la région. Fermement implantées au nord du Bahr el-Ghazal, les troupes gouvernementales ne s'impliquent que de façon marginale dans les combats qui se concentrent principalement au sud de la rivière. Elles se limitent au soutien tactique des offensives anti-SPLA, à la protection rapprochée d'installations stratégiques ou à l'assaut final contre des villages déjà anéantis où ne subsistent que les populations civiles n'ayant pu prendre la fuite.

Le fait que les affrontements se déroulent « entre-soi » – qu'il s'agisse en définitive d'une guerre intestine – ne les rend pas moins cruels. Les milices sont très éloignées de l'image idéalisée des Nuer livrée par l'anthropologue Evans-Pritchard en 1940 – un peuple « profondément démocrate », ignorant les différences de statut, de rang, et indifférent à la richesse. Au fil du conflit, l'« anarchie ordonnée » qui caractérisait leur fonctionnement social a cédé la place à une violence débridée ne respectant aucune des institutions qui régulaient autrefois l'usage de la force. En ce sens, on peut légitimement parler de « somalisation » de la société Nuer, produit d'une désintégration sociale dont l'anthropologie reste à faire.

Dans ce contexte, les exactions contre les civils atteignent des niveaux sans précédents. Entre juillet et septembre 2000, des combats entre factions pro-gouvernementales (SSIM/SSUM) puis entre factions pro-SPLA et pro-Khartoum entraînent l'afflux de près de 40.000 personnes dans la ville de Bentiu. S'il est difficile d'établir avec certitude l'enchaînement des offensives et contre-offensives, une chose est sûre : qu'il s'agisse du SPLA-Gadet, du SSUM ou du SSIM, chaque force ayant remporté une victoire s'est livrée à des représailles massives contre les biens et les personnes des villages conquis. Exécutions sommaires, viols, enlèvements, incendie des habitations, pillage du bétail, destruction ou vol des réserves alimentaires, recrutement forcé, etc. ponctuent inlassablement le récit de rescapés. Le marché aux bestiaux de la capitale regorgent de vaches en provenance du sud, preuve qu'une véritable économie prédatrice s'est mise en place associant les chefs de factions alliées à Khartoum aux réseaux commerçants du nord. En février-mars 2001, de nouveaux combats entre

milices pro-SPLA et pro-gouvernementales dans les districts de Leek et Leer provoquent un afflux supplémentaires de déplacés. Le schéma des violences est sensiblement plus lisible : razzia du bétail et enlèvement de civils par le SPLA-Gadet, destruction méthodiques des villages et expulsion des populations par le SSIM appuyé par les forces aériennes gouvernementales.

Pour les lobbies chrétiens anglo-saxons, le gouvernement procéderait ainsi à une politique de la terre brûlée destinée à vider définitivement les concessions pétrolières de leurs habitants et à créer un no man's land à leur périphérie. Cette thèse, qui repose sur des témoignages douteux, fait totalement l'impasse sur les exactions commises par le SPLA-Gadet et sur l'utilisation par celui-ci de tactiques comparables – notamment en février/mars 2001 autour de Leer. On ne saurait pour autant la balayer d'un revers de main. Khartoum a usé de telles méthodes pour sécuriser les anciennes concessions Chevron dans les années 1980, recourant en l'espèce à des milices arabes Misiriyat. Mais dans le cas présent, les déplacés qui se sont réfugiés à Bentiu en l'an 2000 ont d'ores et déjà commencé à regagner leur zone d'origine, preuve que s'il existe une stratégie de dépeuplement, celle-ci est peu concluante. En réalité, il est difficile de faire la part entre une politique planifiée de déplacements forcés de villages et le ciblage délibéré des civils dans le cadre d'une guerre intestine entre milices cherchant à se priver mutuellement de populations captives. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une nuance subtile pour les victimes des combats...

Si ces dernières prennent aujourd'hui le risque de traverser les lignes pour rejoindre leurs villages d'origine, c'est que les camps de déplacés sont loin d'offrir une protection et une assistance adéquates. Bentiu reste sous la coupe des miliciens SSUM qui exercent une pression sans limite sur la population. A la nuit tombée, les déplacés se terrent, craignant de croiser la route de combattants imbibés d'alcool frelaté qui risquerait de les bastonner pour « espionnage », de les dépouiller de leurs maigres possessions ou de les violer. Plus discrètes la journée, les exactions n'en sont pas moins graves : travaux forcés, extorsion de fonds, ou enrôlement dans la troupe sont monnaie courante. Or les conditions de vie au sein d'une milice comme le SSUM sont loin d'être reluisantes. Si son leader est généreusement récompensé par le régime nord soudanais, les hommes de troupe sont livrés à eux-mêmes, expliquant en partie leur attitude prédatrice envers les civils. Enrôlés de force parmi les populations Nuer locales ou émigrées dans les grandes villes du nord (Khartoum, Sennar, Gezira...), les combattants sont soumis à un régime d'une extrême rigueur à base de maltraitance, d'entraînement intensif et de sous-alimentation. Une part considérable des jeunes recrues n'y survit pas ou sombre dans un état de malnutrition sévère dont les officiers semblent peu s'émouvoir. Pourtant, les « surplus » d'aide alimentaire ne semble pas faire défaut à Bentiu... Malgré des distributions générales pour un nombre de bénéficiaires manifestement surestimé, les chiffres de malnutrition ne montrent aucune amélioration significative : 30.7% de malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans en février 2001, 28.9% fin juin. Si les déplacés ne reçoivent pas une ration complète, ou s'ils en sont privés après distribution, où passe la nourriture si elle n'alimente même pas les combattants du SSUM ?

La reprise de l'exploitation pétrolière au Soudan s'est donc traduite par une détérioration dramatique des conditions de vie des populations habitant la zone de Bentiu. La décomposition de l' « anarchie ordonnée » qui régissait le fonctionnement de la société Nuer n'est pas étrangère au développement de cette crise. Mais elle ne saurait à elle seule expliquer sa profondeur. Celle-ci tient en large part à la politique du régime nord soudanais qui a choisi d'encourager la militarisation et la fragmentation de la société Nuer afin de rétablir un contrôle indirect sur les gisements pétroliers. Quant aux compagnies d'exploitation (dont la participation à l'effort de guerre est indéniable, tant à l'échelle locale que nationale), elles font mine d'ignorer à quel prix leur sécurité est garantie. Soutenant sans vergogne que l'afflux de déplacés à Bentiu illustre les bienfaits du développement économique induit par leur présence, elles cherchent à rassurer leurs actionnaires au travers d'activités « humanitaires » pauvrement mise en scène (ouverture d'un hôpital à Heiglig – exclusivement réservé en pratique aux miliciens pro-gouvernementaux, à l'armée et à leurs employés – soutien à deux structures de santé référant de façon quasi-systématique leurs patients vers les cliniques MSF, etc). Enfin, les ONGs engagées dans une violente campagne contre les compagnies pétrolières opérant au Soudan, semblent délibérément se tromper de cible. Eludant la dimension locale des déplacements de population et la responsabilité indéniable du SPLA dans leur survenue, elles entendent avant tout mettre un terme à l'exploitation pétrolière et priver le régime nord soudanais du principal atout dont il dispose actuellement. Ce faisant, elles font beaucoup plus le jeu du SPLA qu'elle ne font campagne contre les exactions dont sont victimes les populations des zones pétrolifères. Une fois de plus, l'humanitaire sert à masquer un engagement des plus politiques qui est loin de servir la cause de ceux qu'il prétend défendre.



